



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat  
31776 Colomiers

Colomiers, le 26/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ANTARGAZ**

route de Salies  
31360 Boussens

Références : 2026/0143  
Code AIOT : 0006802542

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2026 dans l'établissement ANTARGAZ implanté Route de Salies du Salat 31360 Boussens. L'inspection a été annoncée le 13/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La société Antargaz a notifié à Monsieur le préfet de la Haute-Garonne, le projet de modification du centre emplisseur Antargaz situé à Boussens, par courrier du 16 avril 2025. Ce projet de modification prévoit notamment la cessation de l'activité d'emplissage de bouteilles, l'étude de la réduction de la capacité de stockage sur le site ainsi que l'arrêt du déchargement par wagons. Compte tenu des modifications effectuées et à venir de l'installation, l'inspection objet du présent rapport vise à vérifier l'actualisation du Plan d'Opérations Interne (POI), des procédures ainsi que la maintenance à suivre concernant en particulier la maîtrise des risques de mise à l'arrêt des équipements du dépôt.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ANTARGAZ
- Route de Salies du Salat 31360 Boussens
- Code AIOT : 0006802542
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site exploité par la société ANTARGAZ sur la commune de Boussens est un centre emplisseur de Gaz de Pétrole Liquéfié (GPL). Ce centre est actuellement organisé autour :

- d'un dépôt constitué de réservoirs de butane et de propane,
- d'un centre emplisseur qui permet le conditionnement du GPL en bouteilles de capacités diverses (chaînes d'emplissage),
- de postes de réception produits par camions ou wagons citernes,
- et de postes de chargement des camions «vrac» qui ravitaillent les clients en GPL.

Le site relève du régime de l'autorisation environnementale pour ses stockages, ses installations de chargement/déchargement et d'emplissage de bouteilles de GPL. Lors de l'inspection, objet du présent rapport, la visite de terrain a porté sur les installations suivantes : bâtiment administratif (bureau du chef de centre), hall, zones de déchargement wagons et camions.

**Thèmes de l'inspection :**

- Sécurité/sûreté
- SGS

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 03/10/2022, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	équipements à l'arrêt	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 64	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Travaux	AP Complémentaire du 28/08/2019, article 5	Sans objet
3	Procédures	AP Complémentaire du 08/08/2006, article 6.3.5	Sans objet
4	Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I-3	Sans objet
5	Mesures et	AP Complémentaire du 28/08/2019,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	maîtrise des risques	article 6	
7	Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I-5	Sans objet
8	Sûreté	AP Complémentaire du 06/09/2016, article 9	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a permis de vérifier l'application effective des mesures de sécurité prévues en cas d'arrêts des équipements de l'installation, ainsi que la maintenance réalisée des équipements maintenus sur site. Cette inspection a notamment permis de constater que malgré le changement d'effectif mis en place depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2025, les agents du dépôt ont connaissance des risques et de la conduite à tenir en cas d'incident sur le site.

Il convient d'identifier les rubriques faisant l'objet d'une cessation d'activité, à distinguer de celles visées par une baisse ou un maintien d'activité sans conséquence sur le classement ICPE de l'installation.

Plusieurs documents justificatifs liés aux modifications apportées sur le site sont demandés à la suite de ce rapport.

L'inspection des installations classées note qu'un projet de conversion du site, d'un centre emplisseur vers un dépôt, est en cours. L'exploitant s'est engagé à présenter l'ensemble des modifications apportées au site de Boussens au travers de la remise d'un porter à connaissance d'ici 4 mois.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/10/2022, article 2			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modification de l'installation			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Le tableau de l'article 1er de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 avril 2019 est remplacé par le tableau ci-dessous:			
Installations et activités concernées	É l é m e n t s caractéristiques	N° de rubrique	Régime (1)
Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y	V o i r a n n e x e « Informations sensibles -	4718-1-a	A

<p>compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène)</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant :</p> <p>1. Pour le stockage en récipients à p r e s s i o n transportables</p> <p>a. Supérieure ou égale à 35 t</p>	<p>communicables sur demande»</p>		
<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité</p>	<p>Voir annexe «Informations sensibles - communicables sur demande»</p>	<p>4718-2</p>	<p>A</p>

<p>conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène)</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant :</p> <p>2. Pour les autres installations</p> <p>a. supérieure ou égale à 50 t</p>			
<p>Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammable liquéfiés :</p> <p>1-Installations de remplissage de bouteilles ou conteneurs</p>	<p>3 chaînes d'emplissage de bouteilles de petites et grandes capacités</p>	1414-1	A
<p>Installation de</p>	<p>2 postes mixtes</p>	1414-2a	A

<p>Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammable liquéfiés:</p> <p>2-Installations desservant un stockage de gaz inflammable (stockage souterrain compris):</p> <p>a. Installations de chargement ou déchargement desservant un stockage de gaz inflammables soumis à autorisation</p>	<p>2 postes mixtes (propane/butane) de déchargement de wagons citernes</p> <p>2 postes mixtes (propane/butane) de déchargement de camions gros porteurs</p> <p>2 postes propane et un poste mixte (propane/butane) de chargement camions citernes</p>	1414-2a	A
<p>Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 :</p> <p>2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 10 000 m<sup>3</sup></p>	<p>Stockage de bouteilles neuves composites:</p> <p>2 200 m<sup>3</sup></p>	2663-2	DC

<p>A p p l i c a t i o n , revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801.:</p> <p>2 . L o r s q u e l'application est faite par tout procédé autre que le « t r e m p é » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant :</p> <p>supérieure à 10 kg/j mais inférieure ou égale à 100kg/j</p>	<p>Cabine de peinture pour bouteilles 15 kg/j</p>	<p>2940-2 b</p>	<p>DC</p>
<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres</p>	<p>- 4 chaudières de puissance unitaire de 114 kW, soit au total 0,456MW - 1 chaudière (bureaux) de puissance unitaire de 67 kW</p>	<p>2910-A</p>	<p>NC</p>



<p>rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.</p>	<p>Soit au total: 0, 523 MW</p>		
<p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1.</p>			
<p>La puissance thermique nominale est : inférieure à 1 MW</p>			

<p>Installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435, de liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C, fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées.</p> <p>1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant : inférieur à 5 m3/h</p>	<p>Une pompe à gazole de 2 m3/h</p>	<p>1434-1</p>	<p>NC</p>
<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; k é r o s è n e s ( c a r b u r a n t s d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de c h a u f f a g e domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et</p>	<p>Voir annexe «Informations sensibles - communicables sur demande»</p>	<p>4734</p>	<p>NC</p>

présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.			
---	--	--	--

(1): A : autorisation, D : déclaration, C: soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement

Les quantités maximales autorisées des rubriques 4XXX du tableau ci-dessus sont précisées à l'annexe A «Informations sensibles - communicables sur demande» du présent arrêté.

Au regard de l'article R. 511-10 du code de l'environnement, l'établissement a le statut SEVESO seuil haut par dépassement direct pour la rubrique 47XX précisée à l'annexe A «Informations sensibles - communicables sur demande» du présent arrêté.

Le point 1 de l'annexe confidentielle de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 avril 2019 est remplacé par l'annexe A «Information sensibles – communicables sur demande» du présent arrêté.

#### Constats :

Par courriers du 16 avril et du 10 septembre 2025, ANTARGAZ a informé le préfet de la Haute-Garonne de l'inertage de certains réservoirs de gaz inflammable et de la cessation d'activité de l'emplissage de bouteilles sur le site de Boussens (rubrique n° 1414-1). Ces modifications ont pu être constatées sur site le jour de l'inspection:

- le stockage en bouteilles composites a été totalement supprimé de l'installation (rubriques n°2663 et 4718-1-a) ;
- l'activité d'emplissage de bouteilles est arrêtée, le hall qui accueillait l'activité est en cours de démantèlement ;
- parmi les 6 réservoirs cylindriques de l'installation, 2 sont maintenus en activité (rubrique n°4718-2). Lors de la visite sur le terrain, l'inspection des installations classées a constaté la mise en place de marquage visuel et la pose d'étiquettes sur les raccords de canalisations associés aux réservoirs cylindriques inertés.

La situation administrative de l'installation doit donc être mise à jour.

Le jour de l'inspection objet du présent rapport, l'exploitant s'est engagé à déposer un dossier de porter à connaissance dans les 4 prochains mois afin de notifier les modifications apportées à l'installation.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sans attendre le dépôt d'un dossier de porter à connaissance au titre de l'article R. 181-46, il est demandé à l'exploitant de transmettre la mise à jour de sa situation administrative, en comparaison au tableau de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 octobre 2022. Pour chaque rubrique, l'exploitant précisera si l'activité associée fait l'objet d'une cessation d'activité au titre de l'article R. 512-75-1.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 2 : Travaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/08/2019, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entreprises extérieures
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail ou des conventions collectives s'appliquant à l'établissement, l'exploitant met en place un dispositif visant à satisfaire son obligation de coordination générale des mesures de prévention lors de travaux ou intervention d'entreprises extérieures. Les inspections et réunions périodiques seront proportionnées aux risques présentés par les tâches accomplies par ces entreprises extérieures.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Interrogé dans le cadre des travaux réalisés relatifs à la baisse d'activité de l'installation, le chef de dépôt a présenté le jour de l'inspection, la procédure d'accueil des entreprises extérieures. Cette procédure comprend, comme pour tout accueil de personne extérieure, une présentation vidéo comprenant notamment la sensibilisation aux risques présents sur site, suivie d'un questionnaire. L'inspection des installations classées a constaté l'application de cette procédure lors de son arrivée sur site.</p> <p>En complément, pour toute intervention d'entreprise extérieure ou travaux, le chef de dépôt complète un formulaire de permis de feu, qu'il présente et fait signer aux intervenants.</p> <p>L'inspection des installations classées a consulté par sondage un permis de feu (ref: 3-D) établi dans le cadre d'une intervention réalisée le 12 janvier 2026.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Procédures

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 08/08/2006, article 6.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation et procédures
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les conditions d'exploitation du centre, y compris pour la réalisation de travaux exceptionnels et ceux réalisés par des entreprises externes, font l'objet de consignes. Ces consignes sont relatives en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- aux procédures de réception et de déchargement des wagons-citernes ;</li> <li>- aux procédures de réception et de chargement des camions-citernes ;</li> <li>- au gazage des réservoirs ;</li> <li>- à la conduite de la pomperie ;</li> <li>- à la surveillance et à la gestion du stockage ;</li> <li>- aux procédures d'urgence pour ramener l'installation en sécurité en cas d'anomalie ou de dépassement des limites dans lesquelles doivent se situer les paramètres de conduite de</li> </ul>

<p>l'installation importants pour la sûreté (niveau de liquide dans les réservoirs et le ballon d'aspiration, température des compresseurs, concentration de gaz dans l'air, ....). La liste de ces paramètres et de leur limite est établie par l'exploitant en application de l'article 6.3.4 paragraphe « domaine de fonctionnement sur les procédés. »</p> <p>Une convention ou un plan de prévention avec la SCNF décline les conditions d'amené et d'enlèvement des wagons citernes sur le site, celle-ci comporte en annexe les procédures mise en place lors de ces mouvements.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les consignes particulières mentionnées dans la prescription ci-dessus ont été modifiées par l'exploitant, cela concerne:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les procédures de réception et de déchargement des wagons-citernes ;</li> <li>- les procédures de réception et de chargement des camions-citernes ;</li> <li>- la surveillance et à la gestion du stockage.</li> </ul> <p>Ces modifications tiennent compte du changement d'effectif de l'installation et de l'inertage de réservoirs cylindriques, à présent indisponibles.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I-3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Procédure d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le chef de dépôt a détaillé les actions effectuées permettant d'inertiser un réservoir cylindrique et la surveillance du réservoir en place par la suite. Ces éléments sont décrits en annexe confidentielle.</p> <p>Les opérations de maintenance périodiques des équipements sont organisées de manière dématérialisée par la gestion de maintenance assistée par ordinateur (GMAO). L'inspection des installations classées a vérifié par sondage, la maintenance d'un capteur de pression. La périodicité de contrôle renseignée est de 1 an, le dernier contrôle de l'équipement sélectionné a été réalisé en date du 12/06/2025. La période de maintenance de cet équipement est donc respectée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Mesures et maîtrise des risques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/08/2019, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conception des MMR – enregistrement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.  Un outil d'enregistrement et d'archivage des opérations de maintenance et de vérification des MMR est mis en place. Il permet notamment de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. répertorier tous les équipements soumis à des contrôles périodiques ainsi que leurs caractéristiques ;</li> <li>. programmer les contrôles des installations et en établir la planification ;</li> <li>. enregistrer les contrôles périodiques ;</li> <li>. signaler et enregistrer les défaillances.</li> </ul> <p>Cet outil est opérationnel avant le 31 décembre 2019.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La liste des mesures de maîtrise des risques (MMR) et mesures de maîtrise des risques instrumentées (MMRi) a été présentée en salle, puis transmise à l'inspection par courriel du 06/03/26. Cette liste fait état de 9 MMRi et de 2 MMR.</p> <p>Sur site, le responsable du site et ses adjoints consultent la GMAO, sur laquelle les MMR/MMRi sont répertoriées (caractéristiques et contrôles périodiques inclus). Un plan de contrôle est généré automatiquement par la GMAO, les opérations à réaliser sont notifiées 3 mois avant échéance.</p> <p>Compte tenu des modifications apportées à l'installation, l'exploitant précise que les MMR/MMRi seront maintenues en majorité et valorisées en barrière de sécurité dans la prochaine version de l'étude de dangers.</p> <p>La liste des MMR/MMRi conservées à l'issue des travaux n'est pas encore définie, elle sera transmise dans un porter à connaissance à venir.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : équipements à l'arrêt

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 64
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des stocks
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en</p>

<p>service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a procédé à l'inertage de plusieurs réservoirs, la surveillance des équipements est maintenue et l'entretien des MMR/MMRi associées est assuré. En dehors du risque de corrosion et d'explosion des réservoirs, justement limités par un inertage à l'azote, ANTARGAZ n'a pas identifié de risque particulier lié à l'arrêt des réservoirs ou à l'arrêt des activités autorisées sur son site.</p> <p>L'état des stocks continue d'être actualisé quotidiennement selon les opérations de déchargement et de chargement du dépôt. Une vérification physique par jaugeage est effectuée chaque jour en complément, par les agents du dépôt. Toutefois, une liste des équipements en phase d'arrêt au sein de l'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité) n'a pas pu être présentée le jour de l'inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir une liste des équipements en phase d'arrêt au sein de l'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité), qu'il devra actualiser selon l'avancement des modifications effectuées sur son site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 7 : Gestion des situations d'urgence

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I-5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'urgence</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La gestion des situations d'urgence est prévue par le document PMS-009 (version du 01/06/2023), il est défini à l'échelle du groupe ANTARGAZ.</p>

<p>La dernière version du POI date de septembre 2025, prenant notamment en compte les modifications d'effectifs du site. Le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) a été notifié de ces modifications et a notamment été invité à l'exercice POI réalisé le 04/12/2025, auquel il n'a pas pu participer. Le compte rendu de cet exercice a été consulté par l'inspection des installations classées. Les observations relèvent un accès difficile au téléphone et l'absence de tenue de main courante durant l'exercice. L'exploitant prévoit de réorganiser la logistique liée à la gestion de crise et la tenue d'un exercice associant le SDIS sous 6 mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Sûreté**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/09/2016, article 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Clôture et gardiennage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le point 6.1.1 du titre I de l'arrêté préfectoral du 8 août 2006 est abrogé et remplacé par le point 2 de l'annexe confidentielle du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La prescription susvisée concerne le gardiennage du site. Relevant d'un caractère confidentiel, le constat est disponible en annexe confidentielle.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>